

Unité bidépartementale Eure Orne

Angerville la campagne, le 18/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2022

Contexte et constats

Publié sur 

LAFARGE GRANULATS - Portejoie

route de Beausoleil
27430 PORTE-DE-SEINE

Références :

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2022 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS - Portejoie implanté route de Beausoleil 27430 PORTE-DE-SEINE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS - Portejoie
- route de Beausoleil 27430 PORTE-DE-SEINE
- Code AIOT dans GUN : 0005803926
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société Lafarge Granulats exploite depuis 2014 une carrière à ciel ouvert de sables et graviers alluvionnaires sur le territoire de la commune de Porte de Seine (anciennement Porte Joie). L'inspection des installations classées à contrôler par sondage le respect des prescriptions relatives à cette carrière.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi des conditions d'exploitation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Liste des installations concernées	Arrêté Préfectoral du 24/07/2014, article 4	/	Sans objet
Organisation de l'extraction et phasage	Arrêté Préfectoral du 24/07/2014, article 10	/	Sans objet
Epaisseur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 8.3.3.2	/	Sans objet
Alimentation en eau	Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 4.1	/	Sans objet
Rejet d'eau dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 4.2	/	Sans objet
Surveillance des effets sur l'environnement	Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 4.3	/	Sans objet
Stationnement et ravitaillement des engins	Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 7.4.2	/	Sans objet
Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 6.2.3	/	Sans objet
Montant des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 24/07/2014, article 1.5.2	/	Sans objet
Enquête annuelle	Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 2.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Globalement, l'installation est bien entretenue. L'exploitant Lafarge Granulats a su répondre aux sollicitations de l'inspection des installations classées. Aucune non-conformité n'a été constatée le jour de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Liste des installations concernées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2014, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Liste des installations concernées par une rubrique ICPE
Prescription contrôlée : 2510.1.A Exploitation de carrières - Superficie autorisée 1 144 927 m ² - Production maximale annuelle 600 000 tonnes 2517.D Station de transit de produits minéraux 10 000 m ²
Constats : La déclaration GEREPE effectuée par l'exploitant pour l'année 2021 indique une production de 100 236 tonnes, et une superficie restante à exploiter de 732 200 m ² . L'exploitant indique que le site fonctionne par campagne pour alimenter l'installation de traitement de Bernières-sur-Seine (Les Trois Lacs) exploitée également par la société Lafarge Granulats. Ainsi, le site était au ralenti de novembre 2021 à juin 2022, où il n'y a pas eu d'envoi de matériaux sur Bernières. Il y a eu un peu de maintenance et d'extraction seulement.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Organisation de l'extraction et phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2014, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Organisation de l'extraction et phasage
Prescription contrôlée : L'extraction est réalisée à ciel ouvert en eau, à l'aide d'une drague à godets sans rabattement de nappe, sur une épaisseur de gisement moyenne de 3,9 m et sans utilisation d'explosif. Toutefois, il pourra être employé un autre engin d'extraction (pelle à câble, pelle à bras...) au démarrage de l'exploitation afin d'obtenir une surface en eau et une profondeur suffisantes pour le déploiement de la drague à godets. Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise avec un minimum de dix mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. Cette bande ne doit faire l'objet d'aucune exploitation. L'extraction est réalisée en 16 phases successives conformément aux plans de phasage d'exploitation annexés au présent arrêté [annexe 6 : plans de phasage des travaux]. L'exploitation de la carrière s'effectue de 7h à 19h, du lundi au vendredi. En dehors de ces périodes, l'exploitation est interdite.
Constats : L'exploitant indique que l'extraction se fait en eau à l'aide d'une drague flottante reliée à un tapis flottant. Le matériaux du tapis flottant arrivent ensuite sur un tapis fixe qui le mène jusqu'à la zone de stockage à l'entrée du site. Le matériaux restent en stockage pour diminuer leur humidité. Ensuite, ils sont repris en sous-tirage, remis sur un tapis roulant jusqu'au quai de chargement où ils sont mis sur barge jusqu'au site de Bernières, via la Seine. L'exploitant indique que l'extraction est en phase 6. Le remblaiement est en cours pour les phases 1 à 3, excluant la partie à l'est qui est trop proche des zones en extraction actuelles ou prévues. En effet, il est nécessaire de laisser un peu de marge de manœuvre pour l'extraction et aussi de ne pas impacter le gisement restant avec les terres de remblaiement.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Epaisseur d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 8.3.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Epaisseur d'extraction
Prescription contrôlée : L'épaisseur maximale d'extraction est de 9.6 mètres. Le gisement ne sera pas exploité sous la cote absolue d'extraction – 1.6 m NGF.
Constats : Le dernier plan d'avancement fourni par l'exploitant indique une cote minimale de - 0,44 m NGF.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Alimentation en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Alimentation en eau
Prescription contrôlée : En cas d'alimentation de l'établissement par le réseau d'eau public, un disconnecteur à zone de pression réduite contrôlable est mis en place sur le réseau d'adduction d'eau potable alimentant cet établissement. Ce dispositif fera l'objet d'une vérification au moins une fois par an afin de s'assurer de son bon fonctionnement.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas avoir procédé au raccordement de l'établissement au réseau d'eau publique. Aucun disconnecteur n'est donc nécessaire.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rejet d'eau dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet d'eau dans le milieu naturel
Prescription contrôlée : Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes : 5,5 < pH < 8,5 Température < 30 °C Matières en suspension totales (MEST) < 35 mg/l Demande chimique en oxygène (DCO) sur effluent non décanté < 125 mg/l Hydrocarbures < 10 mg/l Les eaux usées issues de l'usage domestique sont traitées par un dispositif d'assainissement conforme à la réglementation en vigueur et notamment à l'arrêté ministériel du 6 mai 1996 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectifs.
Constats : L'exploitant a fourni les derniers rapports concernant le contrôle des eaux issues du séparateur à hydrocarbures, effectué par la société Kalité'O, pour l'année 2021 et pour le dernier prélèvement du 14 avril 2022. Les résultats sont conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance des effets sur l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des effets sur l'environnement
Prescription contrôlée : Les ouvrages visant à surveiller la qualité des eaux souterraines et désignés ci-après sont réalisés et maintenus en bon état : 3 piézomètres (PZ 3 en amont et PZ 4 et 8 ou 0 en aval). 7 piézomètres (PZ1, 2, 3, 4, 8 ou 0, 9, 10) pour le suivi des niveaux piézométriques. L'implantation des piézomètres figure sur le plan fourni en annexe 2 du présent arrêté (non présenté dans le cadre du rapport d'inspection). L'implantation d'un « PZ 0 » sera effectuée pour venir en point de mesure complémentaire « aval » si l'accès au PZ8 n'est plus possible ; son implantation et ses caractéristiques seront alors définies par un hydrogéologue agréé avant le démarrage de l'exploitation. Le suivi des eaux superficielles est réalisé par prélèvement direct au niveau du plan d'eau créé par l'exploitation. Voir arrêté préfectoral d'autorisation pour le tableau des paramètres à vérifier lors des prélèvements. Les prélèvements et les analyses sont réalisés par un organisme agréé aux frais de l'exploitant. L'exploitant informera l'inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de pollution suite aux résultats des analyses précédemment cités. Les résultats sont consignés dans un registre et un bilan annuel est adressé à l'inspection des installations classées au plus tard le 1er février de l'année suivante accompagné de commentaires.
Constats : Le piézomètre PZ8 a été remplacé par le piézomètre PZ 0. Sept piézomètres suivent les niveaux piézométriques tous les deux mois et parmi ces derniers, trois piézomètres (PZ3 en amont, PZ 4 et PZ 0 en aval) suivent la qualité des eaux souterraines deux fois par an. Un prélèvement au niveau du plan d'eau pour surveiller les eaux superficielles est également effectué deux fois par an. L'exploitant a fourni le dernier rapport annuel de 2021 ainsi que les résultats d'analyses du 14 avril 2022, effectués par la société Kalité'O. Les fréquences d'analyses sont respectées, et les résultats conformes.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stationnement et ravitaillement des engins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 7.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Stationnement et ravitaillement des engins
Prescription contrôlée : Le ravitaillement des engins de chantier est réalisé sur le site sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels et muni d'un séparateur d'hydrocarbures ou tout autre dispositif équivalent. Le ravitaillement des engins lourds à chenille s'effectuera au dessus d'un dispositif mobile de rétention des égouttures. Les équipements font l'objet d'un entretien régulier à une fréquence adaptée.
Constats : La présence de l'aire étanche a été constaté le jour de la visite d'inspection. Cette aire permet le ravitaillement des engins mais aussi le stationnement de la pelle et de la chargeuse. L'exploitant a présenté le bordereau d'évacuation des déchets liés à l'entretien du séparateur à hydrocarbures, effectué le 28 avril 2022, en format papier mais aussi de façon numérique, via la logiciel track déchet qu'il utilise également.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 6.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des niveaux sonores
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait réaliser dès l'ouverture de la carrière et ensuite tous les deux ans et à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores et des émergences par une personne ou un organisme qualifié selon une procédure et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par son établissement après accord de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ces mesures sont réalisées au niveau de la carrière mais également au niveau du convoyeur fixe et du quai de chargement fluvial.</p> <p>Les mesures des émissions sonores sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>L'exploitant prend les mesures correctives nécessaires en cas de dépassement des valeurs réglementaires.</p> <p>Une mesure est réalisée en phase 3, en phase 5 et en phase 9 lorsque les travaux d'exploitation sont au plus près des habitations.</p>
<p>Constats : En premier lieu, il est à noter les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- le plan de phasage disponible en annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2009 a été modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire de 2014, via une nouvelle annexe,- toutefois, les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2009 faisant référence aux phases d'extraction n'ont pas été modifiées par l'arrêté préfectoral complémentaire de 2014. Il s'agit vraisemblablement d'une coquille. <p>Ainsi, la phrase "Une mesure est réalisée en phase 3, en phase 5 et en phase 9 lorsque les travaux d'exploitation sont au plus près des habitations", issue de l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2009, doit se lire au regard du nouveau phasage issu de l'arrêté préfectoral complémentaire de 2014, soit : "Une mesure est réalisée en phase 5a, en phase 7 et en phase 14 lorsque les travaux d'exploitation sont au plus près des habitations". L'arrêté préfectoral sera corrigé à première opportunité.</p> <p>L'exploitant a fourni le dernier rapport du contrôle ds niveaux sonores, réalisé par l'APAVE en septembre 2020, à l'occasion de l'extraction en partie sud du site et de l'opération du décapage d'une partie de la découverte. Les résultats sont conformes à la réglementation.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la prochaine campagne aura lieu courant 2022 en fonction de la reprise d'activité, de manière à ce que les mesures soient représentatives du site en activité.</p>
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Montant des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2014, article 1.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Montant des garanties financières
Prescription contrôlée : L'autorisation étant sollicitée pour une durée de 20 ans, quatre périodes de cinq ans doivent être considérées. Les garanties financières à constituer pour la période 3 du 14/11/21 au 13/11/26 sont de 457 562,15 euros
Constats : L'attestation des garanties financières a été reçue le 22 juin 2021 pour la période du 14 novembre 2021 au 13 novembre 2026 pour une somme de 476 232 euros. En effet, la nouvelle somme correspond à l'actualisation du montant des garanties financières en 2021.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Enquête annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 2.7
Thème(s) : Risques chroniques, Enquête annuelle
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet chaque année à l'inspection des installations classées, avant le 1er février de l'année n + 1, un bilan d'activité de l'année n ainsi que les documents et plans demandés avec celui-ci. Ce bilan est réalisé en complétant le questionnaire édité chaque année par l'inspection des installations classées. Ce questionnaire est disponible auprès de l'inspection des installations classées. Le défaut de réponse est interprété comme un défaut d'exploitation durant l'année n.
Constats : La déclaration GEREP a été transmise à l'inspection des installations classées le 24 janvier 2021.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet